



Numérisation

L'IA détruit des emplois? ***Le mythe a du plomb dans l'aile***

16.07.2026

D'un coup d'oeil

- L'intelligence artificielle est source de nouveaux défis pour le marché du travail et en particulier pour les jeunes qui entrent dans la vie active
- Une nouvelle étude montre que les entreprises qui recourent intensément et systématiquement à l'IA augmentent leurs effectifs, y compris du côté des premiers emplois
- L'IA ne détruit pas les premiers emplois, mais en crée davantage

Quiconque a lu, ces derniers mois, les gros titres consacrés à l'intelligence artificielle (IA) et au marché du travail a pu ressentir un malaise. On parle d'une «apocalypse imminente de l'emploi». La génération Z est déjà présentée comme une «génération perdue», dont le parcours professionnel est bouleversé par l'IA. Des sondages, des mèmes et des formules comme «AI FOBO» – la peur de devenir obsolète à l'ère de l'IA – font le buzz. Ce narratif a du succès, alors même que les données actuelles racontent une autre histoire.

En Suisse, un nouveau rapport sur l'IA publié par jobs.ch a lancé un débat. Selon ce rapport, le nombre d'offres d'emploi destinées aux jeunes a baissé de 32% depuis fin 2022, notamment dans les secteurs fortement exposés à l'IA tels que l'administration, le marketing, la finance et l'informatique. Cette étude est toutefois un peu plus nuancée et les auteurs reconnaissent eux-mêmes que, outre l'IA, des facteurs conjoncturels ont également joué un rôle. Dans les médias, cependant, on aboutit rapidement à la conclusion, apparemment évidente, que l'IA prive systématiquement la jeune génération de tremplin.

Il vaut la peine d'examiner cette question de plus près. Fin juin, les Ramp et Revelio Labs ont publié une des analyses les plus complètes sur la question qui examine les dépenses effectives de plus de 21 000 entreprises américaines pour l'IA et leurs données en matière d'emploi. Le résultat contredit totalement le discours dominant. Les entreprises qui utilisent intensivement et systématiquement l'IA augmentent leurs effectifs de 10% environ les deux années suivant la mise en place de cette technologie. La hausse avoisine même 12% pour les postes de début de carrière. Cet effet, qui se déploie largement au sein des entreprises, de l'ingénierie à la vente en passant par le service client, n'est pas immédiat, mais est observé au bout de six à douze mois seulement, une fois que l'entreprise concernée a adapté ses processus et achevé sa phase d'apprentissage organisationnel.

Tout à coup, le tableau change. Dans les entreprises utilisant intensivement l'IA, celle-ci ne détruit pas les premiers emplois mais en crée davantage. Cet effet n'est pas observé dans les entreprises qui se contentent de souscrire un abonnement à ChatGPT. En revanche, les entreprises qui intègrent l'IA en profondeur dans leurs processus, leurs produits et leurs modèles d'affaires connaissent une croissance plus rapide, sont plus productives et embauchent davantage de personnes, y compris des personnes en début de parcours professionnel.

Ces signaux revêtent une grande importance pour la Suisse. Nous devrions commencer par dédramatiser. La baisse actuelle du nombre de postes pour premier emploi est certes une réalité, mais elle s'explique en grande partie par la conjoncture. L'incertitude géopolitique, les mesures protectionnistes adoptées par de nombreux pays et les coûts élevés sur le marché intérieur incitent les entreprises à faire preuve de retenue en général lorsqu'il s'agit d'embaucher du personnel. Dans ces conditions, il est facile d'incriminer au premier chef l'intelligence artificielle, excepté que les données empiriques actuelles n'étaient pas ce raisonnement. Ensuite, nous devrions poser la vraie question: pourquoi l'économie suisse n'utilise-t-elle pas davantage cette technologie de manière productive? Ceux qui tardent à adopter l'IA ne perdent pas seulement du terrain en termes de productivité, ils manquent également une opportunité de dynamiser la croissance, un effet qui permet à d'autres structures de créer des emplois supplémentaires, notamment pour les jeunes.

Cette dynamique crée un agenda de politique économique essentiellement constructif: renforcer les conditions-cadre pour les investissements dans la numérisation et l'IA; développer la formation continue sans la bureaucratiser; aménager des réglementations de manière qu'elles inspirent confiance sans freiner l'innovation.

Le FUD, pour «fear, uncertainty and doubt», – un autre terme à la mode – n'est pas de bon conseil pour une économie vieillissante, tournée à l'exportation et confrontée à une pénurie de main-d'œuvre qualifiée. La Suisse a davantage besoin d'analyses objectives que de discours apocalyptiques. Les bouleversements contre lesquels on met en garde ne surviennent pas là où les entreprises recourent fortement à l'IA. Ils menacent là où elle est insuffisamment utilisée.

La version originale de cet article a paru le 16 juillet 2026 dans CH Média.



David Stauffacher

Responsable de projet infrastructures et numérisation